

France-Colombes: Air transport services

OJ S 237/2023 08/12/2023

Contract notice**Services****Legal Basis:**

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: ville de Colombes

National registration number: 21920025000013

Postal address: place de la République

Town: Colombes

NUTS code: FR105 Hauts-de-Seine

Postal code: 92700

Country: France

E-mail: marches-publics@mairie-colombes.fr

Telephone: +33 147608000

Internet address(es):Main address: <http://marchespublics.colombes.fr>Address of the buyer profile: <http://marchespublics.colombes.fr>**I.1. Name and addresses**

Official name: mairie de Colombes

Postal address: place de la République

Town: Colombes

NUTS code: FR105 Hauts-de-Seine

Postal code: 92700

Country: France

E-mail: marches-publics@mairie-colombes.fr

Telephone: +33 147608000

Internet address(es):Main address: <http://marchespublics.colombes.fr>Address of the buyer profile: <http://marchespublics.colombes.fr>**I.2. Information about joint procurement**

The contract involves joint procurement

I.3. CommunicationThe procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <http://marchespublics.colombes.fr>

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <http://marchespublics.colombes.fr>**I.4. Type of the contracting authority**

Regional or local authority

I.5. Main activity

General public services

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement

II.1.1. Title

prestations de transports aériens dans le cadre des congés bonifiés pour les agents du Ccas et de la ville de Colombes et leurs ayants droits

Reference number: 23fs-Cp-1093-A

II.1.2. Main CPV code

60400000 Air transport services

II.1.3. Type of contract

Services

II.1.4. Short description

l'Objet de l'accord-cadre et des marchés subséquents qui seront conclus sur son fondement porte sur la commande de prestations de transports aériens à destination des D.R.O.M. (Départements et Régions d'outre-mer) et Saint-Pierre-Et-Miquelon au profit des agents du Ccas et de la ville de Colombes, pouvant bénéficier d'un droit à congés bonifiés, ainsi que leurs ayants droits, selon la réglementation en vigueur. Lieu de prestation du service : Territoire de la Ville de Colombes, 92700 Colombes et l'ensemble des destinations concernées

II.1.5. Estimated total value

Value excluding VAT: 1 200 000,00 EUR

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.2. Additional CPV code(s)

63500000 Travel agency, tour operator and tourist assistance services

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FR105 Hauts-de-Seine

II.2.4. Description of the procurement

l'Objet de l'accord-cadre et des marchés subséquents qui seront conclus sur son fondement porte sur la commande de prestations de transports aériens à destination des D.R.O.M. (Départements et Régions d'outre-mer) et Saint-Pierre-Et-Miquelon au profit des agents du Ccas et de la ville de Colombes, pouvant bénéficier d'un droit à congés bonifiés, ainsi que leurs ayants droits, selon la réglementation en vigueur. Lieu de prestation du service : Territoire de la Ville de Colombes, 92700 Colombes et l'ensemble des destinations concernées

II.2.5. Award criteria

Criteria below

Quality criterion - Name: Valeur technique / Weighting: 45

Cost criterion - Name: Prix / Weighting: 55

II.2.6.

Estimated value

Value excluding VAT: 1 200 000,00 EUR

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 12

This contract is subject to renewal: yes

Description of renewals:

le marché comporte trois reconductions

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: no

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

II.2.14. Additional information**Section III: Legal, economic, financial and technical information**

III.1. Conditions for participation**III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers**

List and brief description of conditions:

les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 et du code de la commande publique :-Lettre de candidature ou imprimé Dc 1 et d'habilitation du mandataire par les cotraitants, le cas échéant-copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire (ou imprimé Dc 1)-déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-6 du code de la commande publique (ou imprimés Dc 1 et Dc2)-Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles 5212-1 à L. 5212-4 du Code du travail (ou imprimé Dc 1)- un extrait Kbis datant de moins de trois mois le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, ne doit pas entrer dans l'un des cas d'exclusion de la procédure de passation prévus par le code de la commande publique.En cas de déclaration de sous-traitance au moment du dépôt de l'offre : Les candidats devront remettre le formulaire Dc4 " déclaration de sous-traitance " rempli(e) et signé(e) par le candidat et le sous-traitant.Les formulaires Cerfa (Dc1, Dc2 et Dc4) sont disponibles sur le site : www.economie.gouv.fr, rubrique : marchés publics - formulaires : formulaires d'aide à la passation et l'exécution).Prise en compte des capacités d'autres opérateurs économiques : Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.En cas de candidature en groupement : Chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents demandés. Conformément à l'article R. 2142-3 du Code de la commande publique, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières du groupement sera globale. Il n'est pas

exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution de l'accord-cadre. En cas de sous-traitance : Chaque sous-traitant doit fournir l'ensemble des documents demandés. Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (Dume), en lieu et place des formulaires Dc1 et Dc2. En cas de groupement d'opérateurs économiques, chacun des membres du groupement fournira un formulaire Dume complété

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

1. Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

1. Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. 2. Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années. 3. Les attestations d'assurance " responsabilité civile professionnelle ". 4. Détention d'une immatriculation auprès d'atout ou une déclaration sur l'honneur justifiant que la demande d'immatriculation est en cours

III.2. Conditions related to the contract

III.2.1. Information about a particular profession

Execution of the service is reserved to a particular profession Reference to the relevant law, regulation or administrative provision:

détention d'une immatriculation auprès d'atout ou une déclaration sur l'honneur justifiant que la demande d'immatriculation est en cours

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Open procedure

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The procurement involves the establishment of a framework agreement

Framework agreement with several operators Envisaged maximum number of participants to the framework agreement: 3

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 11/01/2024 Local time: 12:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted
French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender
Tender must be valid until: 09/06/2024

IV.2.7. Conditions for opening of tenders
Date: 11/01/2024 Local time: 14:00

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: yes
Estimated timing for further notices to be published:
2027

VI.3. Additional information

les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. Cette consultation bénéficie du Service Dume. Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <http://marchespublics.colombes.fr> - Les offres peuvent uniquement être remises électroniquement. Marche PUBLIC passé en APPEL D'Offres en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique. Accord-cadre conclu avec plusieurs opérateurs économiques (3 maximums) en application des articles R. 2162-7 à R. 2162-12 du Code de la commande publique. L'Accord-Cadre sera conclu avec au maximum les 3 candidats qui ont introduit les offres régulières économiquement les plus avantageuses en application des critères d'attribution. L'Accord-Cadre est à marchés subséquents, passé en application des articles R. 2162-7 et R. 2162-10 du Code de la commande publique. Les marchés subséquents sont attribués sur la base de l'accord-cadre et après mise en concurrence organisée entre les titulaires de l'accord-cadre. L'accord-cadre est passé sans minimum et avec un maximum en application de l'article R. 2162-4 du Code de la commande publique. Le montant de commande et de chaque reconduction est limité à 300.000,00 euro(s) (H.T.). Accord-Cadre passé sans minimum. Estimation financière annuelle : 90 000 euro(s) (H.T.). Le titulaire devra proposer toutes les prestations dans le respect des prix plafonds qui sont des prix maximums prévus au bordereau des prix. Durée initiale de cet accord-cadre : 12 mois. Il prend effet à compter de la date de notification. L'intégralité des documents se trouve sur le profil d'acheteur

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: tribunal administratif de Cergy-Pontoise
Postal address: 2-4 bd de l'hautil
Town: Cergy Pontoise
Postal code: 95027
Country: France
E-mail: greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr
Telephone: +33 130173400
Fax: +33 130173459

VI.4.3. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures:

recours en référé pré-contractuel peut être exercé contre les manquements aux obligations de publicité et de mise en concurrence devant le juge des référés du Ta depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du marché. Le recours en référé contractuel peut être exercé contre les manquements aux obligations de publicité et de mise en concurrence devant le juge des référés du Ta, à compter de la date de signature du marché et ce jusqu'à l'expiration d'un délai d'un mois si un avis d'attribution est publié au JOUE, à défaut d'une telle publication jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la signature du marché. Ce recours est impossible si le référé pré contractuel a été exercé (ou si un délai de 11 jours a été respecté entre la date de publication au JOUE d'un avis d'intention de conclure le marché et sa signature pour les marchés à procédure adaptée). Le recours de pleine juridiction formé contre la validité du marché, dans le délai de 2 mois à compter de la publication d'un avis d'attribution, devant le juge du Ta

VI.5. Date of dispatch of this notice

05/12/2023